

26 mars 2021

De « Algérie libre et démocratique » à « État civil et non militaire »

De Razika Adnani

Lorsque le peuple algérien est sorti en février 2019 pour réclamer un changement politique et social pour son pays, il voulait une « Algérie libre et démocratique ». C'était son slogan qui a fait rêver nombre de femmes et d'hommes assoiffés de liberté, de dignité et de modernité en Algérie, mais aussi dans le monde.

Cependant, ce beau slogan s'est très vite éclipsé devant un autre revendiquant un « État civil et non militaire » que des femmes et des hommes lors des marches hebdomadaires ont adopté. Il signifie que le pouvoir ne doit pas être dans les mains des militaires, mais doit revenir aux civils, ce qui explique que beaucoup ont considéré qu'il répondait à leur désir de démocratie.

Un État civil n'est pas synonyme d'un État démocratique ni moderne. Dans la majorité des systèmes totalitaires et tyranniques, le pouvoir est également civil. C'est pour cela que beaucoup de questions se posent au sujet de cet « État civil et non militaire »: comment doit être cet État civil ? Quelles sont ses positions politiques ? Quelle est sa vision concernant l'éducation, le travail, le citoyen ? Quelles seront ses politiques économique et extérieure ? Quelle place accordera-t-il aux libertés, à l'égalité entre tous les citoyens et notamment entre les hommes et les femmes ? Que réserve-t-il aux jeunes pour leur permettre de prospérer et de s'épanouir dans leur pays ? Un slogan ne suffit pas pour répondre à ces questions, ce qui appelle une analyse sérieuse du concept « État civil et non militaire ».

« État civil et non militaire » tire son origine du concept d'« l'État civil » forgé par les islamistes, tel le prédicateur Mohamed El Ghazali, et revendiqué par les mouvements islamistes en Algérie, mais aussi dans tous les pays musulmans et notamment en Égypte où le pouvoir est dans les mains des militaires. Ainsi le mouvement populaire algérien scande dans sa majorité un slogan islamiste, étant donné que ceux qui réclament encore une Algérie libre et démocratique ne sont plus nombreux dans les marches populaires ou que leur voix se fait moins entendre.

Un État non théocratique ?

Les islamistes définissent cet État civil auquel ils appellent comme étant un État qui n'est ni militaire ni théocratique et ajoutent qu'il s'agit d'un État qui aura des références islamiques. Ils expliquent qu'un État non théocratique signifie que le gouvernant n'est pas le représentant de Dieu sur terre. Une revendication anachronique-le mot "théocratie" est considéré même comme un gros mot aujourd'hui selon Rémi Brague-étant donné que ce système est révolu depuis des siècles en tous cas en Algérie et en Égypte. Bien que l'État ne soit pas parfait, l'Algérie est une république depuis 1962. L'idée d'un chef d'État qui représente Dieu sur terre n'existe pas dans la conception des Algériens de l'État depuis la période française et davantage après l'abolition du système califal en 1924.

Les islamistes prétendent proposer un système nouveau qui serait même moderne selon certains sociologues et certains journalistes. Ils racontent que l'État pour lequel ils militent n'est pas théocratique et de ce fait n'est pas religieux, mais seules ses références sont islamiques. Or, un État islamique est un État religieux, car administré par la religion. Le concept d'« État civil et non militaire », revendiqué par beaucoup d'Algériens est donc l'équivalent ou synonyme d'un « État islamique ».

Dans ce système islamique, si la personne qui gouverne ne représente pas Dieu sur terre, ce sont les religieux, qui se veulent détenir la vérité divine et parler au nom de Dieu, qui le représentent. Un État islamique est ainsi un État théocratique. Même les lois de la *charia*, qui sont considérées comme des lois divines, fassent partie du système législatif algérien, « l'État civil et non militaire » des islamistes veut renvoyer l'Algérie des siècles encore en arrière.

Le peuple et l'État soumis au pouvoir théocratique

La revendication d'un pouvoir non théocratique a des origines lointaines. Elle remonte au temps des califes qui étaient des représentants de Dieu sur terre. Les historiens racontent que les califes, pour en finir avec l'ingérence des religieux dans les affaires politiques, ont conclu avec eux un compromis selon lequel les religieux ne se mêlaient pas des affaires des califes et en contrepartie les califes leur livraient la société. Beaucoup de penseurs musulmans, comme le Marocain al-Djabiri, ont vu dans ce compromis une séparation entre la politique et la religion, donc une sécularisation. Cette position révèle une mauvaise compréhension du sens du terme sécularisation, où la société est administrée par des règles issues de la raison et non par celles de la religion, car dans ce compromis la religion continue de s'occuper des affaires de la cité qui sont de nature politique. Il n'y a donc pas de séparation entre la politique et la religion mais entre l'intérêt des califes et celui des religieux. Toute séparation n'est donc pas une sécularisation ou une laïcisation. Il est important de préciser ce que l'on sépare.

Ce compromis entre les califes et les juristes, ou les *fouqahas*, a donné à ces derniers un pouvoir absolu sur la société et les individus. Ils ont fini par bloquer la société et cela dans tous les domaines, ce qui est logique étant donné que les lois de la religion ne changent pas ou ont du mal à changer. Les religieux ne veulent pas qu'elles évoluent, car leur pouvoir en dépend. Pour cela, ils se sont opposés à toute pensée nouvelle et créatrice et ont ainsi provoqué le déclin de la civilisation musulmane.

Ainsi, les islamistes veulent comme au temps des califes, un système où la population est livrée aux religieux. Mais à la différence des califes, le gouvernant, qui n'est pas le représentant de Dieu sur terre, n'est plus sacré. De ce fait, il sera lui-même sous le pouvoir de ceux qui représentent Dieu sur terre, c'est-à-dire les religieux. Le slogan d'« État civil et non militaire » revendiqué par les islamistes veut donc instaurer un système théocratique qui livre non seulement le peuple, mais aussi l'État au pouvoir des *fouqahas*. Ainsi, le système politique est islamiste et théocratique mais revisité autrement dit il s'agit d'une théocratie où le pouvoir divin et absolu ne revient pas au chef mais aux religieux.

Un État islamique n'est pas la solution

Il est donc absurde de croire que les islamistes revendiquant un « État civil et non militaire » portent un projet moderne comme le pensent certains ; bien au contraire l'analyse de leurs propos montre qu'ils sont aux antipodes de la modernité. Ils usent de la terminologie de la modernité comme l'égalité, la liberté et la **démocratie mais ils n'y croient pas**. La modernité, tout comme la démocratie, n'est pas uniquement un mot, mais un mot qui a un sens et qui porte des valeurs et des convictions.

L'utilisation de cette terminologie par les islamistes a pour seul objectif d'influencer le maximum d'individus pour arriver au pouvoir. En 2011, les Frères musulmans égyptiens ont scandé « Le peuple est source des pouvoirs », ce n'est pas pour autant qu'ils étaient des démocrates. Un peuple qui n'a pas de culture démocratique, qui ne croit pas à la liberté et à l'égalité comme valeurs devient lui-même un tyran quand il a le pouvoir, d'autant plus lorsqu'il est convaincu qu'il est le représentant de Dieu sur terre.

Une journaliste algérienne affirme, dans un article qu'elle a écrit pour défendre le concept d'« État civil et non militaire », qu'un État islamique est un État de justice. Pourtant, les lois de la charia, celles édictées dans les textes coraniques tout comme celles qui sont inscrites dans les livres de droit, sont fondées sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, les musulmans et les non-musulmans, les maîtres et les esclaves. Et toute inégalité pour des raisons de sexe, de religion ou de rang social est une discrimination que les lois modernes condamnent. C'est une autre preuve qu'il ne suffit pas de se dire démocrate ou pour la justice pour l'être réellement. Il n'est pas étonnant qu'en Algérie, une femme, au nom de l'islam, défende des règles qui la discriminent et les présente comme étant justes. Ce phénomène est même très répandu alors qu'il est contre nature. L'être humain est de nature à refuser l'injustice. S'il tend à dominer les autres, s'il peut être injuste envers eux, il déteste que lui-même en victime de l'injustice.

Pour Hannah Arendt, cela fait partie des critères des systèmes totalitaires où les populations, les masses selon son discours, acceptent les injustices qu'on leur inflige pourvu qu'elles continuent de faire partie du mouvement. Cependant, dans les sociétés musulmanes ce système a ses propres particularités. Il soumet l'individu dès son jeune âge à un ensemble d'idées qu'on lui présente comme des vérités divines qu'il n'a donc pas le droit de critiquer. Ces idées agissent alors sur sa pensée et tout son être tels des dogmes. « En islam les hommes et les femmes sont égaux devant Dieu » est l'une de ces idées qui permettent à un grand nombre de femmes d'accepter les inégalités juridiques et sociales, tout en se consolant à l'idée d'une égalité métaphysique dont elles jouiraient dans l'au-delà.

Pour vanter l'État islamique qu'elle défend, cette journaliste a expliqué comment couper les mains des voleurs sans être injuste. Tous les projets politiques portés par les islamistes se limitent à quelques questions d'ordre morale qui ne sont plus adaptées à nos valeurs morales et restent muets quant à celles qui sont primordiales et réellement politiques.

L'objectif des islamistes qui veulent instaurer un État islamique est de soumettre la société algérienne à des lois de l'islam qui sont conçues pour la culture arabe du VIIe siècle. Pour cela, ils nient l'histoire et les particularités du peuple et de la société, autrement dit le réel, c'est le seul moyen de les imposer.

Pendant des siècles, les Algériens comme tous les musulmans, alors que le monde avançait, n'ont regardé que vers le VIIe siècle. Ils ont vécu dans la décadence, mais ils étaient convaincus que le bonheur, la richesse et la gloire, c'était après la mort qu'ils les obtiendraient. Lorsqu'ils se sont retrouvés sous la domination des grandes puissances, ils ont dit qu'elles étaient injustes et dominatrices. Cependant, les peuples qui préfèrent reculer au lieu d'avancer sont toujours la proie de ceux qui ont des tendances dominatrices.

En conclusion, les Algériens ne s'en sortiront pas en remplaçant une dictature par une autre. Ils n'avanceront pas avec un système qui accentuera leur misère sociale, politique, culturelle et humaine. Ils ne construiront pas une Algérie apaisée en piétinant les souffrances que les Algériens ont endurées pendant les années noires et qu'ils portent encore au fond d'eux-mêmes.

Si les Algériens veulent une Algérie nouvelle, ils sont obligés de réfléchir à un système politique et social où l'Algérie et les Algériens prospèrent et non à un système qui ne leur laisse comme solution que de se consoler en rêvant à un bonheur dans l'au-delà pour supporter leur misère dans ce monde.